L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 1er MARS 1854.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Comp.
Editeurs-Propriétaires :
C. W. WEISSE. H. BUVEGNIER.
H. BUVEGNIER. S. MARMY.
N° 63, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS :
MERCREDI MATIN, 1er MARS.

☞ Pour le BULLETIN COMMERCIAL et la LISTE MARITIME, ainsi que les annonces d'A. MUSSERATS, voir la 4me page.

LE BUDGET MUNICIPAL.

Nous trouvons le budget municipal pour la présente année dans un des derniers rapports présentés au Conseil de ville par le conseil des finances.

Les dépenses administratives ordinaires sont évaluées à $1,160,779 81, auxquelles il faut ajouter $282,333 75 pour payer des travaux qui auront coûté $35,966 44 destinées à faire face aux éventualités de l'année, ce qui fait un total de $1,499,000.

Un taxe de 50 sous par cent piastres actuellement, avec le revenu provenant de diverses autres sources, à acquitter ces dépenses, ainsi comme il est nécessaire d'exécuter certains travaux qui ont été ordonnés par le Conseil, il faudra mettre de 40 sous la proportion ci-dessus établie. Le comité recommande par conséquent au Conseil de fixer le taux de la taxe à 90 sous par cent piastres sur la valeur des propriétés foncières et des esclaves. Les deux Conseils ont déjà voté une résolution dans ce sens.

Le budget de 1853 en évaluant le revenu de l'année, avait dépassé le véritable chiffre de $472,000 ; mais la différence en moins dans la perception a été compensée par le produit de certaines taxes qui a été beaucoup plus élevé qu'on ne l'espérait.

Les dépenses de l'année dernière n'ont dépassé que de 900,000 le chiffre de révision du budget.

Le conseil, dans son rapport, signale des abus contre lesquels la presse s'est souvent élevée. Les attributions des divers officiers municipaux ne sont pas assez généralement définies. Il en résulte des dépenses inutiles. De grandes économies pourraient être également opérées si l'on se conformait strictement à cette clause de la charte qui déclare qu'aucune dépense ne pourra être faite sans une allocation spéciale du Conseil. Cette clause est malheureusement interprétée dans un sens trop large. On considère, par exemple, que la ratification d'un marché ou le vote d'une ordonnance remettent implicitement l'autorisation d'acquitter les dépenses qui doivent en résulter. Cette interprétation n'est elle pas souvent condamnable, et lorsque le Conseil approuve un marché quelle n'aurait pu tant par pied carré, sait il à combien s'élèvera le tout ?

L'OPÉRA ITALIEN AU MEXIQUE.—Notre monde musical est en émoi ; c'est que la troupe italienne, une compagnie considérable d'artistes italiens quittera notre ville pour se rendre à Mexico. Tous les chanteurs de mérite qui ont été dernièrement le pied aux Etats-Unis ont été retenus en une compagnie formidable, telle que n'en ont jamais possédé les grands théâtres de notre république. Cette compagnie complète, nous a-t-on dit, paraît être incomparable. Elle Gaetag qui n'est engagée que pour deux mois aux appointements mensuels de dix mille piastres, et Madame Fiorentini *la belle prima donna* qui, depuis plusieurs mois, était le point de mire de tous nos directeurs affectés par la réputation qu'elle a laissée en Europe. Madame Fiorentini avait toujours refusé les offres qui lui avaient été faites, il a fallu tous les éloges qu'en fait la fame de l'intelligence musicale du public mexicain pour la décider à partir pour Mexico.

M. Badiali, le baryton modèle, notre excellent ténor, M. Bordas, M. Pozzolini, autre ténor remarqué d'Europe par Mme Stoltz, elle-même, M. Rocco, la basse, M. Ferri, le chef d'orchestre, font encore partie de la compagnie de Mexico, pour les artistes secondaires, le mot fleur, les musiciens, etc. etc., car c'est tout un monde qui va s'embarquer le 1er Avril sur le *Texas*, un grand profit des amateurs de la capitale de la république voisine.

M. Bagioli, le courageux et digne homme, si bien connu à ailleurs, pour entraîner de compagnie, part également avec la compagnie.

Si les habitants de Mexico ne sont pas satisfaits de cette compagnie, nous en serons profondément surpris, car elle est digne de figurer sur les premiers théâtres d'Europe.

BULLETIN CALIFORNIEN.

Nos dernières dates de San Francisco sont du 16 de février. Nous allons, de même que les journaux qui nous sont parvenus hier, compléter le bulletin californien que feuilletons l'*Abeille* de lundi. On lit dans l'*Echo du Pacifique* :

Nous sommes contraints d'en faire l'aveu. La véritable crise commerciale paraît avoir maîtrisé sur le marché de San Francisco. A l'activité si continuelle que l'on remarquait dans les principales rues de la ville et sur les quais a succédé une sorte de stagnation et l'étranger qui reprend d'autant plus qu'on n'y était pas habitué. Nous ne voulons certainement pas jeter le cri d'alarme, ni semer le découragement, mais puisque nous avons toujours saisi avec empressement les occasions de constater la prospérité toujours croissante de la Californie, et puisque la vérité ne permet de nous mauvais jours lorsqu'ils arrivent.

Les affaires sont languissantes ; les négociants du premier et de second ordre, les détaillants, les petits marchands, tous se plaignent, tous n'épargnent contre les frais courants qui pèsent sur eux. Ces charges, qui ne sont pas toujours à mentionner lorsque le commerce est actif et prospère, des bourdons, leur paraissent aujourd'hui des exorbitantes et deviennent ruineuses à cause de la difficulté qu'ils éprouvent à les couvrir. Le surabondance excessive de marchandises qui encombre sur le marché est une autre principale cause de la gêne générale. Depuis plus de 4 à 5 mois, les magasins sont bondés de produits de toute espèce qui se consomment en détail et que les importateurs ne peuvent pas revendre à écouler, parce que le petit commerce non moins lésé par la même cause que les autres, ne peut plus acheter autre chose que le strict nécessaire pour alimenter ses ventes journalières.

Enfin à la spéculation a cherché à s'exercer sur les marchandises dont la consommation est la plus suivie, dans le but de raréfier les transactions ; elle n'est parvenue qu'à créer un embarras factice, à encherir ou apparavir quelques spéculateurs, sans que les conditions générales de la masse des consommateurs se soient modifiées.

LE TITRE DU COLONEL FRÉMONT.—Le rejet de titre du colonel Frémont à la possession des terrains qu'il réclame dans le comté de Mariposa doit du causer un grand et bien grande sensation. On s'ignore pas qu'une partie notable de ces terrains a été vendue par M. Fremont à une compagnie minière dont le siège est à Londres, et qui compte à Paris plusieurs intéressés. La décision de la Cour de district des Etats-Unis, qui a rendu le jugement, ne manquera pas d'occasionner une baisse sur les actions de la compagnie.

Les journaux publient dans la proclamation du colonel Frémont ont une étendue immense. Ils consistent en dix lieues carrées dans le comté de Mariposa. Le titre se borne à exprimer que ces terrains sont désignés sous les rivières Mercede, Chocheilles, San Joaquin et la Sierra Nevada. Ces limites pouvaient sans bien grande gêne ne séparer de cette étendue.

Le juge s'est appuyé sur ce que : 1° Le Congrès n'avait pas encore dans le délai prescrit par la loi, les terrains concédés ; 2° Que la dépopulation des Indiens n'était pas suffisamment claire et précise.

Le colonel Frémont en appellera sans doute à la Cour Suprême des Etats-Unis, et nous ne pensons pas sans raison que cette affaire ne soit définitivement réglée que par un jugement de la compagnie qui a payé, ou qu'elle prétend avoir valablement acquis.

LES PLUIES.—Les pluies, et les prédictions atmosphériques par les mineurs, tombent en ce moment par torrents dans les montagnes. Une dépêche télégraphique publiée hier au *Herald* de New York annonce de huit pieds dans certains passages.

LES RÉDACTEURS.—La nouvelle que le gouvernement supérieur des Etats-Unis a rendu un arrêt portant une autorité et une force pour arrêter les expéditions dirigées contre le territoire mexicain, n'est pas vraisemblable. J'ordonne donc pas que le colonel Walker a donné l'indépendance à l'empereur des mexicains, mais apparemment pour qu'il trouve que ces mexicains ne sont pas dignes de la liberté, n'ont pas de droits à nous servir de gouvernement et à l'exercer. A la propriété, il n'est pas démontré qu'il soit nécessaire que les mexicains ne pourront pas une grande activité en ce qui concerne la propriété dans ces deux années de 300 mexicains pour établir le quartier général, dans la ville de Mexico. M. M. Walker et M. Rudler, deux des rédacteurs du colonel Walker. Le rapport que l'appel sont signés les commissaires nommés par le gouvernement mexicain pour examiner les propositions de ceux qui désirent s'établir sur le territoire de l'Amérique et délivrer au pays de la civilisation qui les appuyaient les mexicains et les leurs.

Quelques journaux, ce matin, annoncent le départ, hier, de Walker, Rudler, écrivez à la frontière.

Il espère, sans doute, que ses amis, ses partisans, ses compagnons d'armes, ses rédacteurs, ses gens de confiance, ne le laisseront pas seul, qu'ils le suivront, qu'ils le rejoindront, qu'ils le protégeront, qu'ils le défendront, qu'ils le feront triompher, qu'ils le feront roi.

Il n'en a rien été. Walker est parti seul, il est seul, il est abandonné, il est perdu.

Il n'a pas même eu le temps de dire adieu à ses amis, à ses partisans, à ses compagnons d'armes, à ses rédacteurs, à ses gens de confiance, à ses rois.

Il est parti comme un voleur, comme un assassin, comme un lâche, comme un misérable.

Il a fui devant quelques centaines de mexicains, devant quelques centaines de soldats, devant quelques centaines de paysans